

Janvier 2021

ACTUALITÉS DU CNLE

A LA UNE

Conseil national de la lutte contre l'exclusion : mise en place d'une étude qualitative portant sur l'évolution de la pauvreté en France. 28/01/21.



Le Premier Ministre, Jean Castex, a missionné le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (CNLE), présidé par Fiona Lazaar pour la mise en place d'un suivi qualitatif de l'évolution de la pauvreté en France. Cette mission contribuera à enrichir la connaissance qualitative de l'évolution de la pauvreté, notamment par la synthèse des témoignages les plus récents, des organismes au contact des personnes les plus précaires sur les effets de la crise sanitaire et de l'évolution des profils des ménages concernés.

[Lettre de mission du Premier ministre à la Présidente du CNLE.11.01.21.](#)
[Communiqué de presse. 18.01.21.](#)



Nicolas Duvoux, sociologue, professeur de sociologie à l'Université Paris 8, est nommé président du Comité scientifique du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (CNLE), le 21 janvier 2021. Il prend la suite de M. Jérôme Vignon, président par interim et ancien président de l'ONPES.



Jérôme Vignon, ancien président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES), restera membre du CNLE en tant que président honoraire du Comité scientifique.

LOGEMENT



[Aides au logement : la réforme sera mise en place à partir du 1er janvier 2021](#)

Initialement prévue en 2020, la réforme dite « *des APL en temps réel* » avait été décalée en raison de l'épidémie de Covid-19. Sa date de mise en œuvre est désormais fixée au 1^{er} janvier 2021. À partir de cette date, les aides personnalisées au logement (APL), allocations de logement familiale (ALF) ou encore allocations de logement sociale (ALS) seront calculées sur la base des ressources des 12 derniers mois et non plus sur celle des revenus perçus deux ans plus tôt.

Service public.Communiqé. 01.01.21



[Logement d'abord](#)

la Cour des comptes dresse un bilan sévère du plan quinquennal *Logement d'abord*. Elle fait une série de recommandations pour la mise en œuvre de changement de logique. « *L'ambition qui consisterait à faire accéder à un logement en cinq années les personnes éligibles qui se trouvent sans domicile ne paraît pas hors de portée. Pour cela, en plus des 80 000 personnes par an déjà mentionnées, il faudrait qu'environ 260 000 personnes sans domicile supplémentaires accèdent à un logement sur les cinq ans* ».

Cour des comptes. Réfééré. 07.01.21.



[Droit au logement et crise sanitaire : avoir un chez-soi sauve des vies](#)

La précarité face au logement n'est pas un phénomène nouveau. Le droit au logement fait partie de la deuxième génération de droits-créances apparue après la Seconde guerre mondiale, dans l'optique de protéger la dignité humaine.

L.Simon. A.Turpin M. Placer. Clinique Juridique Sorbonne. Article. 11.01.21.



[Connaissances, attitudes et pratiques liées à l'épidémie de Covid-19 et son impact chez les personnes en situation de précarité vivant en centre d'hébergement en France](#)

La précarité financière, la taille des logements ou encore une faible littératie en santé, peut être un frein à l'application des mesures de prévention et de protection contre la transmission du SARS-CoV-2 et au suivi du circuit de soins prévu chez les personnes en situation de grande précarité résidant en centre d'hébergement. Ce sont les premiers résultats de l'étude ECHO, étude transversale menée dans 18 centres d'hébergements situés principalement dans les régions de Paris et Lyon, du 2 mai au 7 juin 2020, pendant le premier confinement et le début du déconfinement.

Santé publique France. [Bulletin épidémiologique hebdomadaire n°1](#). 12.01.21.

MINIMA SOCIAUX



[Suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire : édition de janvier 2021](#)

Dans le contexte actuel de crise sanitaire, la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publie chaque mois un tableau de suivi des prestations de solidarité. Cette publication vise à mettre à disposition les données mensuelles disponibles les plus récentes sur l'évolution de la pauvreté en France. Ce tableau fournit des informations sur les effectifs des allocataires du revenu de solidarité active (RSA), de l'allocation aux adultes handicapés (AAH), de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), de la prime d'activité, des aides au logement et des bénéficiaires de la Garantie jeunes.

DREES. Étude. 29.01.21.



[Les conditions de logement des bénéficiaires de minima sociaux et de la prime d'activité](#)

Ce dossier étudie les conditions de logement des bénéficiaires de revenus minima garantis, une population particulièrement en difficulté. Il se focalise sur les cinq principales prestations en termes d'effectifs et de dépenses : le revenu de solidarité active (RSA), l'allocation de solidarité spécifique (ASS), l'allocation aux adultes handicapés (AAH), le minimum vieillesse ainsi que la prime d'activité.

Mathieu Calvo. DREES. Les Dossiers de la Drees n°73. 29.01.21.



[Les attentes des Français envers les politiques familiales en 2020](#)

Si, dans leur grande majorité, les Français soutiennent les plafonnements des prestations familiales, excluant les plus aisés, et la priorité donnée aux plus modestes, ils n'adhèrent pas à la diminution des aides pour les classes moyennes. Renforcer l'offre d'accueil collectif, favoriser la parité et un bon équilibre de vie sont autant de pistes pour une meilleure adéquation des aides aux besoins des familles actuelles.

Solen Berhuet et al. CREDOC. Rapport n°R348. 01.21.

PAUVRETÉ



[Pauvreté en France : une population inquiète pour l'avenir](#)

La pauvreté préoccupe neuf Français sur dix et un cinquième s'estime soumis personnellement au risque de devenir pauvre.

Observatoire des inégalités. Analyses. 22.01.21.



[Mission d'information destinée à évaluer l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français](#)

Le Sénat créé une mission d'information destinée à évaluer l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français. Réunie le 26 janvier 2021, la mission d'information sur l'évolution et la lutte contre la précarisation et la paupérisation d'une partie des Français compte 23 membres issus des différents groupes politiques du Sénat. Cette mission débutera ses travaux et prévoit de rendre ses conclusions d'ici fin juin 2021.

Sénat. Communiqué. 27.01.21.

PRÉCARITÉ



Lutte contre la précarité alimentaire

Depuis le début de la crise sanitaire, le nombre de personnes qui ont recours à l'aide alimentaire ne cesse d'augmenter. Si la file active à l'aide alimentaire varie en fonction des territoires, on estime qu'elle est en hausse de 20% par rapport à 2019. Dans ce contexte, Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation, s'est rendu avec Virginie Lasserre, directrice générale de la cohésion sociale (DGCS) dans la ferme Turbuil de Pierre Bot (Saclay, Essonne) pour découvrir le dispositif mis en place par l'Association SOLAAL, qui facilite les dons entre agriculteurs et associations d'aide alimentaire.

Ministère des Solidarités et de la santé. Communiqué. 05.01.21.



Un million de litres de lait donné à la Banque Alimentaire

Lait du cœur, c'est le nom de cette opération qui a été lancée à l'initiative du Groupe Laiterie de Saint-Denis-de-l'Hotel (LSDH), le 6 janvier 2021 avec pour objectif de donner un million de litres de lait aux Banques Alimentaires sur tout le territoire national. Les Banques Alimentaires manquent très souvent de lait et le contexte sanitaire actuel est venu renforcer la situation de précarité alimentaire dans laquelle se trouve nombre de foyers. 2 millions de personnes devraient pouvoir en bénéficier.

[Laiterie de Saint-Denis-de-l'Hotel](#). Communiqué. 06.01.21.



Des repas à 1 euro pour tous les étudiants

La crise sanitaire et sociale liée à la pandémie de coronavirus a aggravé les conditions de vie des étudiants. Face à la détresse des étudiants, frappés de plein fouet par les conséquences de la crise de la Covid, le chef de l'État Emmanuel Macron, lors d'un déplacement à l'Université de Paris-Saclay, a annoncé plusieurs mesures pour leur venir en aide : des repas à 1 euro pour tous les étudiants, le retour en présentiel un jour par semaine à l'université, la création d'un chèque psy.

Dossier familial. Article. 21.01.21.

INÉGALITES



Hausses et baisses de la TVA : quels effets sur la redistribution et les inégalités de niveau de vie ?

À court et moyen terme, une hausse de la TVA est supportée par les ménages modestes et augmente les inégalités. Pour autant, baisser la TVA resterait peu efficace pour réduire les inégalités, car il n'est pas certain que cette baisse serait intégralement reportée sur les prix, et parce qu'elle profiterait aussi aux ménages plus favorisés. Améliorer les conditions de vie des ménages modestes nécessite de recourir à des mesures plus ciblées et plus directes.

M. André. AL. Biotteau. Insee. Article. 27.01.21.

ACCÈS AUX SOINS



Médecins sans Frontières veut étendre les services des centres d'hébergement d'urgence

Les résultats de l'étude PréCares de Médecins sans Frontières (MSF), concerne la situation des populations les plus précaires durant le premier confinement en Ile-de-France. Une étude pour mieux comprendre l'impact du confinement sur les conditions de vie, le recours aux soins, les barrières d'accès et l'exposition au virus des personnes en situation de précarité pendant la première crise sanitaire de la Covid-19 en mars-juin 2020.

Médecins sans Frontières. Étude. 19.01.21.



100% Santé : des soins pour tous, 100% pris en charge

Le renoncement à des soins dentaires pour raisons financières a concerné 17 % des bénéficiaires de l'Assurance maladie âgés d'au moins 18 ans. Pour les équipements d'optique, cette proportion est de 10 %. La réforme du « *reste à charge zéro* », rebaptisée « *100 % santé* », entend combattre ce phénomène qui touche pour l'essentiel, les personnes âgées aux faibles revenus. A partir du 1er janvier le 100% santé est 100% déployé.

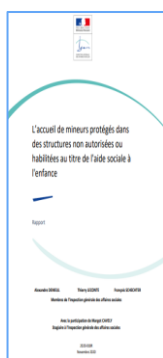
Ministère des Solidarités et de la santé. Plaquette d'information. 20.01.21.



L'accès à la vaccination contre la Covid19, un nouvel épisode des inégalités de santé ?

La Fédération nationale des centres de santé (FNCS) alerte sur les difficultés d'accès aux prises de rendez-vous, en particulier pour les personnes âgées et les patients les plus éloignés du numérique. Le risque de créer de nouvelles situations d'inégalités sociales et territoriales est important. La FNCS sollicite la mise en œuvre d'actions pour favoriser un accès équitable à la vaccination. Plusieurs solutions sont possibles, laissées à la main des acteurs en fonction de la réalité de leur territoire. FNCS. Communiqué de presse. 26.01.21.

PRÉVENTION ET PROTECTION DE L'ENFANCE



L'hébergement des jeunes mineurs de l'Aide Sociale à l'Enfance à l'hôtel

Entre, 7 500 et 10 000 mineurs de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) sont hébergés à l'hôtel, souffrant ainsi souvent d'un déficit de suivi éducatif et d'accompagnement. Ce type d'hébergement est parfois prolongé de nombreux mois, voire plusieurs années. Les constats de ce rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) sont sans appel. Il souligne que 95 % d'entre-deux sont des mineurs non accompagnés. Les 5 % restant représentent des enfants en situation complexes.

Inspection générale des affaires sociales. Rapport. 25.01. 21.

INCLUSION NUMÉRIQUE



[L'inclusion numérique en manque de bras et d'animation](#)

Un webinaire organisé le 21 janvier 2021 s'est interrogé sur les priorités des territoires investis dans l'inclusion numérique. Si l'offre existante peut mieux faire, il va falloir mobiliser beaucoup plus largement pour répondre à des besoins d'accompagnement gigantesques. Tout l'enjeu sera de coordonner des initiatives encore trop dispersées.

Lucas Boncourt. Localtis. Conférence en ligne. 22.01.21.



[Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique](#)

Le 13 janvier 2021, le Sénat a débattu des conclusions du rapport de la mission d'information *Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique*. Nouvelle forme d'exclusion, l'illectronisme et la fracture numérique exacerbe les fractures économiques, sociales et territoriales.

Sénat. [Le compte rendu analytique](#). 13.01.21.

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE



[3,5 millions de ménages en situation de précarité énergétique en 2019](#)

Le tableau de bord 2020 de L'Observatoire National de la Précarité Énergétique (ONPE) révèle que 3,5 millions de ménages pauvres et modestes connaissent des difficultés à payer leurs factures d'énergie en France en 2019. Cette étude de l'ONPE s'appuie sur un indicateur économique basé sur le taux d'effort énergétique et un indicateur basé sur le ressenti du froid.

ONPE. Analyse. 14.01.21.



[Un atlas pour mieux appréhender la vulnérabilité énergétique](#)

En milieux ruraux ou urbains, la lutte contre la précarité énergétique constitue une composante des programmes d'actions, en réponse à des enjeux de solidarité, d'amélioration de l'habitat, d'environnement et d'aménagement des territoires.

Si la problématique « logement » des dépenses énergétiques des ménages est aujourd'hui prise en compte, grâce à la montée en compétences des acteurs publics et privés, la vulnérabilité énergétique *déplacement* est encore peu intégrée.

Cet atlas est une publication sur la double vulnérabilité énergétique liée au logement et aux déplacements sur le territoire de l'Occitanie et de la Grande Agglomération Toulousaine.

Agence d'urbanisme et d'aménagement Toulouse. Atlas. 22.01.21.

TERRITOIRES



[Mineurs non accompagnés, la Cour des comptes s'inquiète de l'hétérogénéité entre départements](#)

La Cour des comptes rend public un référé sur la prise en charge des jeunes migrants se déclarant mineurs non accompagnés (MNA). Le référé s'appuie sur les résultats de l'enquête menée en 2019 et 2020 par les chambres régionales des comptes auprès des services de l'État, des juridictions et dans 34 départements. Le tableau est critique, que ce soit sur les conditions d'accueil, l'évaluation de la minorité ou la prise en charge de ces jeunes.

Jean-Noël Escudié. Localtis-Banque des Territoires. [Article](#). 05.01.21.



[L'évolution de la ségrégation résidentielle](#)

La ségrégation résidentielle désigne l'inégale répartition dans l'espace urbain de différentes catégories de population. Elle peut résulter de choix individuels, motivés par la recherche d'un entre soi, ou de phénomènes de relégation, liés notamment au prix des logements. Cette étude passe au crible les 55 unités urbaines de France métropolitaine de plus de 100 000 habitants entre 1990 et 2015. Un outil de visualisation permet de comparer ces unités urbaines entre elles et dans le temps, avec toutes leurs spécificités et pour différentes catégories de populations.

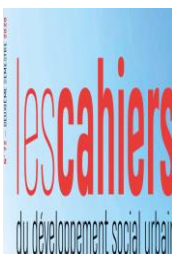
France Stratégie. [Note d'analyse](#). 21.01.21.



[La Seine-Saint-Denis : entre dynamisme économique et difficultés sociales persistantes](#)

Avec 1,6 million d'habitants, la Seine-Saint-Denis est un département en constante évolution. Avec une population jeune et cosmopolite et une économie majoritairement tertiaisée, elle bénéficie d'un dynamisme démographique et économique soutenu, mais souffre de fragilités sociales persistantes. Le taux de chômage y est élevé et la pauvreté prégnante.

INSEE. Insee Dossier Ile-de-France n°6. Analyse. 21.01.21.



[Inégalités et Covid-19 : double peine pour les quartiers populaires](#)

Ce numéro des *Cahiers du développement social urbain* est consacré à la crise de la Covid-19 vue des quartiers populaires. Cette crise a mis en exergue et creusé des inégalités qui concernent notamment les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ces territoires fragiles souffrent des effets de la crise à plusieurs niveaux : sanitaire, social, économique.

Les cahiers du Développement Social Urbain n°72. 22.01.21.

APPEL À CANDIDATURE

Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale



PRIX DE RECHERCHE CARITAS 2021

Appel à candidatures pour le 19 mars

L'objectif du Prix de Recherche Caritas est de participer activement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en France comme dans le reste de l'Europe. Le Prix de Recherche Caritas, d'une valeur de 10.000€ s'adresse à de jeunes chercheuses et chercheurs. Il récompense toute recherche, thèse, mémoire ou publication particulièrement innovante, permettant de faire avancer la compréhension des inégalités, leurs causes et conséquences et de favoriser les initiatives d'action. Les dossiers de candidatures sont à retourner au plus tard le 19 mars 2021.

Fondation de recherche Caritas. Appel à candidature. 02/2021.

AGENDA DU CNLE



Réunions plénières du CNLE et du comité scientifique en 2021

Afin de permettre à chaque membre du Conseil de pouvoir participer aux réunions du Comité scientifique, les réunions plénières et celles du conseil scientifique sont alternées sur l'année. Les membres du Comité scientifique peuvent également participer comme observateurs aux réunions plénières du CNLE, s'ils n'en sont pas membres.

Réunions plénières CNLE

12 mars
18 juin
24 septembre
10 décembre

Réunions Comité scientifique

21 janvier
04 février
13 avril
08 juillet

Réunions des groupes de travail

23 février, groupe de travail « *Logement* »
25 février, groupe de travail « *Accompagnement vers l'insertion sociale et professionnelle* »
02 mars, groupe de travail « *Egalité des chances* »
08 mars, sous groupe de travail 1 « *Logement* »
10 mars sous groupe 2 « *logement* »

Retrouvez la newsletter du CNLE

La newsletter du CNLE est un outil d'information interne destiné aux membres du Conseil et du Comité scientifique. Ce nouveau rendez-vous vise à apporter des informations utiles sur l'actualité de nos travaux, sur nos prochains rendez-vous, ainsi que des éléments d'analyse et d'actualité (publications, rapports, articles de presse...). Nous restons à l'écoute de vos commentaires et suggestions afin que cette newsletter soit aussi utile que possible.

CNLE

Ministère des Solidarités et de la santé
Direction générale de la cohésion sociale (DGCS)
14, avenue Duquesne 75350 Paris SP 07

Contact : Fatima Guemiah

fatima.guemiah @social.gouv.fr. Tél : 01 40 56 81 73 - 06 62 04 42 24